

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10001>

Les É.-U. souhaitent consulter la Russie au sujet de la défense antimissile

- Défense - International -



Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2009

Spyworld Actu

Ils entendent également coopérer avec elle sur un large éventail de dossiers.

Les États-Unis souhaitent engager des consultations avec leurs partenaires de l'OTAN et avec la Russie afin de déterminer si une conception commune de la défense antimissile en Europe peut être envisagée.

Lors d'un entretien accordé le 13 février à l'agence de presse Interfax à Moscou, le sous-secrétaire d'État William Burns a déclaré : « Nous sommes ouverts à toutes les possibilités de coopération avec la Russie et avec nos partenaires de l'OTAN au sujet de nouvelles configurations de défense antimissile susceptibles d'exploiter les atouts de chacun d'entre nous. »

Il a précisé que les États-Unis allaient poursuivre leurs consultations avec la République tchèque et la Pologne au sujet de plans visant à installer un système de défense antimissile dans ces deux pays partenaires de l'OTAN. Ce système pourrait contribuer à protéger les alliés des États-Unis de pays susceptibles de mettre au point des systèmes de missiles intercontinentaux. Or la Corée du Nord et l'Iran sont tous deux en train d'oeuvrer au développement de capacités nucléaires.

Les États-Unis ont conçu des plans, qui n'ont pas encore été mis en oeuvre, d'installation de dix silos abritant des intercepteurs de missiles en Pologne et d'un système avancé de radar de détection et de poursuite en République tchèque, le tout pour un coût approximatif de 4,5 milliards de dollars. Ce système ressemblera à celui que les États-Unis ont mis en place à Fort Greely dans l'Alaska. Le système déployé en Europe aura toutefois des capacités beaucoup plus limitées et devrait être en place d'ici à 2013.

En analysant le dossier de la défense antimissile, a ajouté M. Burns, « nous devons à l'évidence tenir compte de plusieurs facteurs, notamment la nature de la menace, et l'efficacité et le coût du système envisagé ».

« Si, par la mise en oeuvre d'une diplomatie musclée avec la Russie et nos autres partenaires nous parvenons à réduire ou à éliminer la menace, il va de soi que nous serons amenés à reconsidérer notre conception de la défense antimissile. »

Il a précisé que les premières conversations qui avaient eu lieu entre le président Obama, qui est arrivé à la Maison-Blanche il y a moins d'un mois, et le président russe Dmitri Medvedev, d'une part, et entre la secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton et le ministre russe des affaires étrangères Sergeï Lavrov, d'autre part, avaient été constructives.

« Nous croyons, comme l'a dit M. Obama, que nous avons l'occasion de remettre nos relations sur une voie plus productive. Ces dernières années, nos frustrations mutuelles ont souvent obscurci nos intérêts mutuels. »

Cela ne veut pas dire que les États-Unis et la Russie n'auront pas des désaccords de temps à autre, mais simplement que les États-Unis sont résolus à exploiter la chance qui s'offre à eux et les intérêts que les deux pays ont en commun.

« Un exemple concret est la coopération dans le domaine nucléaire », a dit M. Burns.

Les É.-U. souhaitent consulter la Russie au sujet de la défense antimissile

Étant donné que les États-Unis et la Russie possèdent 95 % de l'arsenal nucléaire mondial, il est devenu essentiel qu'ils donnent au monde un bon exemple de gestion rationnelle et de réduction des stocks d'armes nucléaires.

« Le gouvernement Obama est décidé à négocier un accord de suivi du START. Cet accord préserverait le puissant régime de vérification et viserait à réduire nos arsenaux nucléaires au-delà des limites envisagées dans le Traité de Moscou. »

START-1 - le Traité de réduction des armes stratégiques - est un accord conclu en 1991 entre les États-Unis et l'ancienne Union soviétique limitant chaque pays à un maximum de 6.000 ogives nucléaires stratégiques et à 1.600 vecteurs - bombardiers et lance-missiles basés au sol et en mer. Or ce traité arrive à expiration le 5 décembre 2009.

« Nous nous attendons à ce que le nouveau gouvernement (américain) poursuive la coopération constructive avec nous afin que le traité START soit préservé et prolongé au-delà de décembre 2009 », a déclaré M. Lavrov à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'était tenue à New York le 17 décembre 2008.

L'Afghanistan et les questions économiques

M. Burns a également déclaré que MM. Obama et Medvedev auraient d'autres entretiens au sujet de l'Afghanistan, où les deux pays ont des intérêts communs. « Les États-Unis comme la Russie ont intérêt à s'assurer que l'Afghanistan ne devienne pas un centre d'exportation de l'extrémisme violent dont ils ont tous deux souffert. »

Par ailleurs, l'économie des deux pays a été gravement touchée par l'actuelle crise financière mondiale, et ils ont tous deux un rôle important à jouer pour relever ce défi.

MM. Obama et Medvedev doivent s'entretenir en marge du sommet du G20 qui se tiendra à Londres le 2 avril prochain. La secrétaire d'État Hillary Clinton et le ministre de la défense Robert Gates doivent s'entretenir avec leurs homologues russes, à savoir M. Lavrov et le ministre russe de la défense Anatoli Serdioukov dans le cadre des pourparlers dits 2+2 à la mi-mars.

Post-scriptum :

<http://www.america.gov/st/peacesec-...>